**L'Organisation mondiale du commerce après la 12ème conférence ministérielle**

Par [Deborah James](https://www.ineteconomics.org/research/experts/deborahjames)

22 juin 2022

La version originale en anglais se trouve ici : <https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/the-world-trade-organization-after-the-12th-ministerial-conference>

La 12ème Conférence ministérielle de l'OMC (CM12), qui s'est tenue du 12 au 17 juin à Genève, s'est conclue par des résultats favorables aux entreprises et hostiles aux travailleurs et au développement dans toutes les questions majeures de l'accès aux médicaments, l'agriculture, le commerce électronique et l'avenir de l'OMC elle-même. Les "résultats sans précédent" de la 12e Conférence ministérielle ne sont qu'un stratagème cynique visant à masquer les principales divergences afin de consolider la réputation chancelante de l'institution.

Les accords devraient constituer un avertissement pour tous : les gouvernements des pays riches qui professent de nouveaux engagements en faveur d'un commerce durable et centré sur les travailleurs sont tout aussi susceptibles de favoriser des résultats contraires au développement et de jeter de la poudre aux yeux lorsqu'il s'agit de faire passer les profits des grandes entreprises avant l'intérêt public. Leur version de la "réforme" de l'OMC facilitera la poursuite de la détérioration du multilatéralisme et cimentera des règles sur la mondialisation discréditées et favorables aux entreprises.

**CM12 : Définir le scénario**

Les pays en développement ont formulé plusieurs demandes clés avant la 12e Conférence ministérielle : faire passer la flexibilité pour répondre à la crise sanitaire mondiale avant la protection excessive des droits de propriété intellectuelle des grandes entreprises pharmaceutiques et faire face à la crise actuelle de la sécurité alimentaire en adoptant de nouvelles flexibilités sur les règles agricoles nuisibles. La plupart de leurs intérêts étaient défensifs, essayant de traiter les problèmes dans le cadre des règles existantes de l'OMC, comme détaillé dans "[En route vers la CM12 : Qu'y a-t-il sur la table pour les pays en développement et les PMA [pays les moins avancés]](https://www.twn.my/title2/briefing_papers/twn/WTO%20MC12%20TWNBP%20Apr%202022%20KM%26RS.pdf) ?".

Avant la 12e Conférence ministérielle, les [fédérations syndicales internationales](https://www.ituc-csi.org/mc12-stateme) ont publié une déclaration commune : la réforme de l'OMC "devrait se concentrer sur l'inclusion : faire passer les intérêts des travailleurs en premier, placer le pouvoir des entreprises sous contrôle démocratique et remplir le mandat de développement convenu à Doha". (Elle a échoué sur tous les plans).

À l'approche de la 12e Conférence ministérielle, le réseau international d'organisations de la société civile Notre monde n’est pas à vendre (OWINFS) a organisé un [point de presse](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-10_briefing) afin d'aider les journalistes à comprendre les véritables problèmes liés aux subventions à l'agriculture et à la pêche, à l'accès aux médicaments, au développement et à la réforme de l'OMC, qui sont passés sous silence dans les déclarations officielles.

Le jour de l'ouverture de la 12ème Conférence ministérielle, les organisations de la société civile ont reçu un choc brutal avec [l’interdiction d'accès](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022_retract_access) aux locaux, sans précédent pendant une réunion ministérielle. Heureusement, elles avaient organisé une conférence de presse à laquelle participaient [une douzaine de militants du monde entier](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-12_briefing) pour témoigner de l'importance du large éventail de questions sur la table. La conférence de presse a permis d'obtenir une partie de la seule couverture médiatique de [questions peu connues comme la réforme de l'OMC](https://www.downtoearth.org.in/news/governance/proposed-wto-reform-aims-to-bully-developing-nations-civil-society-members-83264) pendant la réunion ministérielle.

Les participants de la société civile présents à Genève pour la CM12 ont ensuite organisé une manifestation sur la Place des Nations. Certains militants ont alors été harcelés par la police pour avoir brandi des banderoles ou porté des t-shirts appelant à une véritable réponse au Covid-19 et à une action visant à empêcher les grandes flottes de pêche de décimer les stocks de poissons, même s'ils se tenaient à l'extérieur du périmètre de 200 mètres entourant l'OMC.

S'attendant à une semaine de négociations difficiles et à peu d'avantages potentiels pour les travailleurs, les agriculteurs et l'intérêt public dans quelque pays que ce soit, les militants du réseau international "Notre monde n'est pas à vendre" (OWINFS) ont organisé une [manifestation animée](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-13_R_protest) le premier jour où ils ont été autorisés à entrer. En utilisant un format "appel et réponse", ils ont appelé à des résultats positifs sur le développement, l'accès aux médicaments, l'agriculture et la pêche, tout en dénonçant l'agenda des entreprises, notamment le maintien des monopoles des géants de la pharma et la fausse réforme de l'OMC.

**Dérogation ou pas dérogation**

Le résultat le plus dévastateur de la MC12 pour le monde est l'incapacité des membres de l'OMC à lever les obstacles créés par l'organisation pour aider à résoudre la pandémie, en adoptant une dérogation complète aux restrictions de propriété intellectuelle (PI) sur les vaccins, les traitements et les tests anti-Covid-19 dans le cadre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Les règles de l'OMC en matière de propriété intellectuelle sont à l'opposé du libre-échange : elles restreignent le commerce en protégeant les monopoles, en éliminant la concurrence et en faisant grimper les prix. L'Afrique du Sud et l'Inde, ainsi que 60 co-sponsors, soutenus par plus de 100 pays en développement, ont proposé une dérogation à ces protections inventées, afin que les pays du Sud puissent fabriquer leurs propres vaccins, traitements et tests. Des organisations de pays développés et en développement, comme [l'Alliance populaire pour les vaccins](https://peoplesvaccine.org/), ont mené une campagne massive sur cette question pendant près de deux ans.

L'UE, la Suisse et le Royaume-Uni ont travaillé avec diligence tout au long de la ministérielle pour inclure encore plus de restrictions et de limitations dans l'accord. Ils s'opposent violemment à toute reconnaissance du fait que les règles de propriété intellectuelle ont posé des problèmes pendant la pandémie, alors que seule une fraction des habitants des pays pauvres a accès aux vaccins contre le Covid-19, sans parler des traitements ou des tests.

Les organisations de la société civile ont dénoncé l'(in)action de l'UE, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Suisse, qui ont empêché toute action efficace au sein de l'OMC pendant toute la durée de la pandémie de Covid-19 en [organisant une simulation de mort inédite à l'OMC](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-15_R_protest). Un après l'autre, les militants sont symboliquement "morts" en expliquant comment ces quatre membres ont privilégié les brevets par rapport aux vaccins, entraînant des millions de décès dans le monde. Les OSC de pays comme [l'Afrique du Sud](https://www.dailymaverick.co.za/article/2022-06-15-south-africa-must-say-no-to-rich-nations-and-wto-bullying-in-geneva/) et l'[Indonésie](https://igj.or.id/indonesian-civil-society-group-open-letter-regarding-trips-waiver-agreement-draft-in-wto/?lang=en) ont fait pression sur leurs gouvernements pour qu'ils restent fermes, tandis que celles de pays comme le [Royaume-Uni](https://www.globaljustice.org.uk/our-campaigns/pharma/), [la Suisse](https://www.alliancesud.ch/fr/politique/commerce-et-investissements/politique-de-libre-echange/la-suisse-bloque-la-derogation), l['Australie](http://aftinet.org.au/cms/), les [États-Unis](https://www.citizenstrade.org/ctc/trade-policies/world-trade-organization-wto/wto-access-to-medicines/) et toute l'Europe ont fait pression sur les gouvernements pour qu'ils fassent passer la vie avant le profit.

D'autres facteurs géopolitiques ont compliqué la question. Les négociations se sont prolongées dans la nuit pour que les États-Unis et la Chine puissent s'entendre sur l'éligibilité à l'utilisation des flexibilités en matière de propriété intellectuelle, les États-Unis ayant exigé un langage clair excluant la Chine.

Ce qui a été convenu n'était pas une véritable dérogation, en raison de la détermination de l'UE, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Suisse à protéger les profits des grandes entreprises pharmaceutiques. L'accord n'accorde qu'une flexibilité limitée sur une seule disposition, exclut toutes les formes de propriété intellectuelle à l'exception des brevets, exclut les traitements et les tests, et exige une surveillance et des rapports beaucoup plus intrusifs que les règles existantes (entre autres restrictions excessives), ce qui donne lieu à un accord "ADPIC-plus" plutôt qu'à une véritable dérogation. Le texte final sur cette question stipule même que "les pays en développement ayant une capacité existante de fabrication de vaccins contre le Covid-19 sont encouragés à prendre un engagement contraignant pour ne pas se prévaloir de cet accord." Donc, tout pays ayant la capacité de fabriquer est censé accepter de ne pas se prévaloir de l'accord ?

Le titre de Médecins sans Frontières (MSF) a le mieux résumé le résultat : "[L'incapacité à convenir d'une véritable renonciation à la propriété intellectuelle en cas de pandémie à l'OMC est un échec global dévastateur pour les populations du monde entier](https://reliefweb.int/report/world/inability-agree-real-pandemic-intellectual-property-waiver-wto-devastating-global-failure-people-world-over)". L'accord "ne renonce pas de manière adéquate aux droits de propriété intellectuelle sur tous les outils médicaux essentiels pour combattre le COVID-19, et il ne s'applique pas à tous les pays. Les mesures décrites dans la décision ne régleront pas le problème des monopoles pharmaceutiques, ne garantiront pas un accès abordable aux outils médicaux qui sauvent des vies, et elles créeront un précédent négatif pour les futures crises sanitaires et pandémies mondiales", selon MSF.

Une deuxième déclaration liée au Covid sur la "réponse de l'OMC à la pandémie de Covid-19 et la préparation aux futures pandémies" a été conçue comme une feuille de vigne pour l'échec total de l'OMC à éliminer ses propres obstacles à la résolution de la pandémie et ne sauvera pas une seule vie humaine du Covid-19.

Au lieu d'aborder les contraintes de l'OMC face à la pandémie, la déclaration présente un faux narratif selon lequel les règles actuelles de l'OMC ont soutenu plutôt qu'entravé la réponse à la pandémie. Elle promeut de fait une libéralisation accrue comme "solution" aux pandémies et suggère que la libéralisation et les réglementations unilatérales devraient être bloquées pour faire face aux pandémies ; heureusement, les fausses solutions indiquées ne semblent pas être applicables.

C'est pourquoi déjà près de 300 organisations syndicales, de santé et autres ont condamné l'absence d'une véritable dérogation à l'OMC, critiqué les responsables et [exhorté les gouvernements à prendre des mesures en dehors de l'OMC](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-16_R_waiver-failure) et à promettre de ne pas approuver les règles de la propriété intellectuelle (dans les pays développés). Elles ont aussi appelé tous les pays à travailler davantage pour sauver des vies, notamment en utilisant les flexibilités existantes, en contournant les règles ou en les défiant si nécessaire. Les OSC d'Afrique du Sud ont déjà proposé une voie claire sur la manière dont cela peut être [mis en œuvre au niveau national.](https://www.news24.com/fin24/opinion/opinion-new-wto-deal-is-a-slap-in-the-face-for-poorer-countries-20220618)

**Processus exclusif**

Le paquet final d'accords conclu cette semaine n'a été possible que parce que la majorité des membres de l'OMC a été exclue du processus de décision. Plutôt que de mener les négociations selon les règles et procédures de l'OMC, la directrice générale (DG) a convoqué des "salles vertes" exclusives dans lesquelles certaines délégations ont été invitées à négocier, la majorité étant exclue. Dans ces salles vertes, les pays développés sont présents individuellement alors que la grande majorité des pays en développement ne sont présents que par l'intermédiaire de coordinateurs de groupes, tels que le groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) ou le groupe des PMA. Cette configuration exclut la majorité des pays d'Amérique latine et d'Asie, et réduit près de 50 membres à une seule voix, avec seulement quelques autres pays en développement dans la salle pour faire face à un front souvent uni d'obstination des pays riches. À certains moments, des groupes entiers ont même été exclus : le coordinateur des PMA n'a pas participé aux négociations sur la déclaration finale de la ministérielle ; l'Inde a été exclue de certaines discussions de la salle verte sur les négociations relatives à la pêche.

Les représentants de la société civile présents à la réunion ministérielle ont également entendu des délégations se plaindre à plusieurs reprises des tactiques d'intimidation de la directrice générale de l'OMC. Dans le cas d'au moins un pays africain qui résistait sur une question particulière, la DG a même appelé le président de son pays ! Dans un autre cas, la DG est descendue de l'estrade (où elle n'était pas censée présider) et a rabroué verbalement un délégué représentant la position de son pays devant l'ensemble de la salle. Il y a eu de [nombreuses plaintes pour intimidation](https://www.aftinet.org.au/papers/kwa1.html) lors des précédentes conférences ministérielles de l'OMC, mais le nombre de plaintes entendues par les OSC des pays en développement, selon lesquelles la DG avait harcelé leur délégation pour qu'elle se conforme, était absolument sans précédent.

Les organisations de la société civile ont souligné la question de l'exclusion dans leur action du deuxième jour en créant une représentation visuelle de la [salle verte avec les pays développés à l'intérieur, en train de négocier](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-14_R_protest). Les représentants des pays en développement exclus ont scandé "Laissez-nous entrer ! Laissez-nous entrer !", ce à quoi les pays riches ont répondu "vous n'êtes pas invités", répété par les gardes de sécurité.

La DG et les autres présidents des négociations qui ont orchestré la ministérielle ont utilisé plusieurs autres tactiques d'exclusion. Les membres ont reçu quatre des textes qui avaient été négociés par petits groupes dans les "salles vertes" uniquement en anglais, à 1h30 du matin. Après de multiples reports, la réunion des chefs de délégation (CD), avec tous les membres, a été convoquée mais reportée à nouveau à 3h22 du matin pour une demi-heure supplémentaire. Après de nombreux reports, à 4h59 du matin, des messages ont été envoyés indiquant que tout avait été convenu. Les délégués n'ont reçu les trois autres textes (la non-renonciation aux ADPIC, les subventions à la pêche et le moratoire sur le commerce électronique) que quelques heures plus tard, après qu'ils aient été présentés par le président devant des ministres représentant peut-être la moitié des membres.

Il y a de bonnes raisons de douter de la légalité de ces procédures au regard des règles de l'OMC. Les membres de l'OMC devraient se pencher sur [les "processus d'exclusion et de non-représentation à l'origine du célèbre "paquet" CM12".](https://www.twn.my/title2/wto.info/2022/ti220625.htm#_edn7) Malheureusement, la nouvelle DG célèbre maintenant ses machinations comme un accord efficace. De toute évidence, si la violation des règles et des procédures de l'institution est nécessaire pour son expansion, elle est prête et capable d'assumer ce rôle.

**Subventions à la pêche**

Les membres de l'OMC ont été mandatés dans les Objectifs de développement durable (ODD) pour accepter de réduire les subventions à la pêche qui ont entraîné un effondrement des stocks de poissons partout dans le monde. Ce mandat comprend également l'affirmation que les pays en développement ont besoin de flexibilités, appelées traitement spécial et différencié à l'OMC, pour continuer à pêcher afin d’assurer leur alimentation et leurs moyens de subsistance.

Malheureusement, le projet d'accord que les ministres ont examiné en vue de la réunion ministérielle était incomplet sur ces deux points. Le [Pacific Network on Globalization](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/PANG_Fisheries_Subsidies.pdf) et [TWN](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/TWN_Fisheries.pdf) ont effectué des recherches approfondies sur les impacts négatifs des disciplines potentielles en matière de subventions à la pêche pour les petits pêcheurs et les pays en développement. Ils ont révélé comment le projet de texte ministériel laissait les plus grands subventionneurs, qui sont responsables de l'effondrement des stocks de poissons dans le monde, s'en tirer à bon compte en matière de réduction des subventions. Dans le même temps, le projet d'accord aurait mis en péril l'accès des petits pêcheurs aux minuscules subventions qui sont essentielles à leur subsistance, et porté atteinte aux droits des pays en développement, en vertu du droit international, de développer ce secteur pour garantir leur alimentation et leurs moyens de subsistance.

Plus de 80 organisations de la société civile [ont écrit une lettre](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/L_Fisheries.pdf) "demandant aux ministres de s'assurer que tout résultat des négociations sur les subventions à la pêche cible ceux qui ont la plus grande responsabilité historique dans la surpêche et l'épuisement des stocks, exclue tous les petits pêcheurs de toute interdiction de subvention, empêche l'OMC de statuer sur la validité des mesures de conservation et de gestion des membres, et préserve les droits souverains des pays en vertu de l'UNCLOS [la Convention des Nations unies sur le droit de la mer]".

Les [OSC indonésiennes ont également écrit une lettre](https://igj.or.id/civil-society-group-open-letter-regarding-fisheries-subsidy-negotiations-in-wto/?lang=en) à leur gouvernement pour lui demander "de ne pas approuver le texte actuel sur les subventions à la pêche, car il mettra en péril les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des pêcheurs et du secteur de la pêche dans son ensemble". [Le Forum national indien des travailleurs](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/NFF_Subsidies.pdf) de la pêche a envoyé une lettre similaire appelant le gouvernement à rejeter le texte sur la table.

Les États-Unis avaient introduit une disposition sur le travail forcé dans l'industrie de la pêche, axée sur la Chine. Les travailleurs de la transformation des produits de la mer sur les navires sont parmi les plus exploités au monde, selon l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, qui plaide depuis longtemps au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT) en faveur de leur protection contre d'horribles violations de leurs droits et de leur vie.

Certains pays en développement ne sont pas d'accord avec l'introduction de règles du travail dans l'OMC, car les pays développés les utilisent souvent comme des mesures protectionnistes. Dans ce cas, il est particulièrement frappant que les États-Unis n'aient pas signé la convention de l'OIT sur le travail forcé, en raison de l'utilisation extensive du travail forcé dans les prisons, qui est également une subvention aux entreprises. Finalement, la question a été abandonnée, probablement pour un autre compromis.

La CM12 a adopté de nouvelles disciplines sur les subventions pour les bateaux en haute mer dans les zones de juridiction commune. Mais le texte final est globalement déséquilibré, et des domaines majeurs de l'accord proposé ont été mis de côté.

Le défaut fondamental de l'accord est que les grands subventionneurs, responsables de l'effondrement des stocks, sont autorisés à maintenir leurs subventions à condition que la pêche se fasse dans les eaux relevant de la juridiction de n'importe quel pays. Ils sont également en mesure de subventionner la pêche de stocks surexploités à condition de pouvoir démontrer que des mesures "durables" sont en place. Les pays qui ont la plus grande responsabilité dans la surpêche à l'origine de l'effondrement des stocks de poissons seront " tirés d'affaire ", car ils disposent non seulement des ressources financières nécessaires pour continuer à subventionner, mais aussi d'importantes capacités de surveillance et de mesure.

La plupart des flexibilités pour les pays en développement ont été supprimées, comme expliqué dans ["Le traitement spécial et différencié prend une raclée dans le nouveau projet de texte sur la pêche soumis aux ministres pour la 12e Conférence ministérielle de l'OMC".](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/TWN_Fisheries-SDT.pdf) Les dispositions disciplinant les subventions à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) étendent la flexibilité pour les pays en développement à 200 miles nautiques (contre une proposition précédente insuffisante de 12 miles), mais seulement pour une période dérisoire de deux ans. C'est bien moins que ce dont les pays en développement ont besoin pour renforcer leurs capacités en vue de satisfaire à des exigences de surveillance très lourdes, surtout lorsque ces subventions ne contribuent pas à l'effondrement des stocks.

Une étrange nouvelle disposition permettra de poursuivre les discussions : les membres de l'OMC doivent continuer à négocier ces aspects en vue d'un accord global dans quatre ans, faute de quoi l'accord partiel cesse d'être en vigueur.

Comme l'a conclu PANG dans [" Que signifie l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche pour la durabilité et le développement ?](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/PANG_Fisheries_agreement.pdf) ", l'accord reste fondamentalement imparfait et favorise les pays qui ont une grande capacité de subventionnement et de reporting. Le fait qu'il ne cible pas ceux qui sont historiquement les plus responsables de la surpêche fait que les contraintes de l'accord incombent aux pays les moins responsables. Le TSD minimaliste n'offre qu'une brève clause de paix, ce qui ne répond pas au mandat des ODD. Enfin, l'absence d'engagements en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités ne permet pas de s'assurer que les pays en développement et les PMA sont en mesure de faire face aux contraintes de ce texte ; au lieu de cela, des ressources seront détournées d'ailleurs. Ce texte ne remplit pas son mandat".

Les défenseurs du développement durable et des pêcheurs devront intensifier leur campagne pour améliorer le résultat des prochaines négociations.

**Agriculture**

Outre la dérogation à l'Accord sur les ADPIC, la deuxième demande clé des pays en développement était de pouvoir investir davantage dans leur propre production nationale afin de promouvoir la sécurité alimentaire. Pour ce faire, ils ont besoin d'une certaine flexibilité par rapport aux règles néfastes de l'OMC qui limitent leur capacité à subventionner la production alimentaire pour les pauvres. Il y a plusieurs années, une coalition de pays en développement a obtenu un sursis conditionnel et temporaire sur les programmes de stockage public - et on leur a promis une solution permanente lors de cette réunion ministérielle. Les membres de OWINFS en Inde fournissent plus de détails : [Texte des négociations sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à l'OMC MC12 : implications pour les pays en développement.](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022/TWN_Agriculture.pdf)

Une pression unifiée de la part d'environ 80 pays en développement avant la réunion ministérielle aurait dû aboutir à un résultat positif pour une solution permanente leur permettant de s'engager librement dans des pratiques de stockage public, afin que ces pays puissent augmenter leur production et nourrir leurs propres pauvres.

Une fois encore, les pays riches - qui subventionnent leurs agriculteurs des centaines de fois plus par agriculteur que les pays en développement - ont bloqué ce résultat. Il n'y a aucune affirmation de l'importance de résoudre cette question de vie ou de mort dans les textes finaux.

Mais la crise actuelle des prix des denrées alimentaires depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie nécessitait une réaction de l'OMC. Au lieu d'assouplir les règles pour promouvoir une plus grande production, les pays riches ont appelé à davantage de restrictions sur le mécanisme national des interdictions d'exportation que certains pays utilisent en cas de crise alimentaire. Les interdictions d'exportation peuvent être néfastes, mais elles sont nécessaires dans certains pays pour empêcher que les stocks alimentaires nationaux essentiels ne soient vendus au plus offrant.

En fin de compte, les deux décisions prises lors de la 12e Conférence ministérielle - présentées comme une réponse à la crise de l'insécurité alimentaire - n'abordent pas le problème de fond et exhortent plutôt les pays à ne pas interdire les exportations de produits alimentaires. Elles ignorent les problèmes fondamentaux à l'origine de la spirale des prix dans le commerce des denrées alimentaires, due à la spéculation dans ce domaine, et à la surutilisation des céréales pour la fabrication de carburants et d'aliments pour animaux, deux problèmes qui proviennent des pays riches et qu'ils pourraient résoudre sans recourir à l'OMC.

Les agriculteurs et les travailleurs de tous les pays sont lésés par les règles actuelles de l'OMC, qui doivent être transformées pour que les agriculteurs et les travailleurs de demain puissent grandir en étant nourris de manière adéquate et en ayant l'espoir d'une alimentation et de moyens de subsistance décents.

**Moratoire sur les droits de douane sur le commerce électronique**

Au début de l'ère de l'internet, quelques pays riches ont obtenu un accord selon lequel les droits de douane normaux sur le commerce ne s'appliqueraient pas aux "transmissions électroniques", un terme peu compris à l'époque. Cet accord représente une perte de revenus potentiels de 48 milliards de dollars US pour les pays en développement et de 8 milliards de dollars US pour les pays les moins avancés (PMA), en gros, depuis sa dernière prolongation en 2017. C'est ce qui ressort d'une étude récente intitulée ["Moratoire de l'OMC sur les droits de douane sur les transmissions électroniques : combien de recettes tarifaires les pays en développement ont-ils perdu](https://www.southcentre.int/research-paper-157-3-june-2022/#more-20112) ?", réalisée par un économiste de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Pour mettre cela dans le contexte, avec une population combinée d'environ un milliard d'habitants, les PMA avaient besoin d'environ 4 milliards de dollars US pour financer deux injections du vaccin le moins cher d'Oxford-AstraZeneca.

"En l'absence de clarté sur la définition des transmissions électroniques, le maintien du moratoire ne prive pas seulement les pays en développement de leurs précieuses ressources financières, mais il leur enlève également leur pouvoir de réglementation, car les importations incontrôlées d'articles de luxe comme les jeux vidéo, les films et la musique augmentent rapidement, entraînant une hausse exponentielle des bénéfices des géants du numérique comme Apple et Amazon", selon l'auteur de l'étude.

Mais pourquoi Netflix, Apple et Amazon devraient-ils bénéficier d'exportations hors taxes vers l'Ouganda, la Bolivie ou l'Indonésie, alors que les vendeurs de films, de musique et de livres non numérisés de la plupart des pays doivent payer des droits d'importation normaux, qui contribuent à financer les infrastructures et les services publics dans une bien plus large mesure dans les pays en développement ? C'est pourquoi de nombreux pays en développement, dont le Pakistan, l'Afrique du Sud et l'Indonésie en particulier, se sont battus pour mettre fin à l'exonération fiscale dont bénéficient les entreprises de la haute technologie. Les pays qui accueillent des entreprises du secteur des grandes technologies tentent maintenant d'éviter cette résistance en redéfinissant ces transactions comme des "services numériques" qui ne sont pas soumis à des droits de douane comme les marchandises, ce qui constitue un moyen détourné d'étendre la couverture du moratoire.

Les grandes entreprises technologiques ont tiré la chaîne de l'UE (et probablement des États-Unis) pendant la CM12, en évoquant des fantasmes sur l'effondrement du commerce électronique s'il devait se battre à armes égales. Finalement, elles ont obtenu gain de cause et le moratoire a été prolongé. Les pays en développement, dont le Pakistan, le Sri Lanka et l'Indonésie, ont réussi à obtenir la date d'expiration de la prochaine réunion ministérielle, soit mars 2023, à moins qu'elle ne soit prolongée. Il est probable qu'il y aura encore plus d'élan vers son expiration la prochaine fois.

Le tweet de l'ambassadrice américaine Tai célébrant ce résultat était frappant. Pourquoi une administration qui est censée se concentrer sur le contrôle des grandes entreprises technologiques leur ferait-elle un tel cadeau au détriment des travailleurs ? L'administration américaine n'a rien fait à la réunion ministérielle pour faire avancer concrètement les intérêts des travailleurs, mais a maintenu des positions fortes sur l'agriculture, la pêche et le développement qui condamnent des millions de pauvres dans le monde à un appauvrissement ignominieux.

**Réforme de l’OMC**

Dans leurs briefings pré-ministériels respectifs, la DG et l'UE ont déclaré que le paragraphe 3 du Document final de la conférence, sur la réforme de l'OMC, était leur objectif principal pour la CM12. Elles l'ont atteint. Le sous-texte de leur programme vise clairement à affaiblir la structure de prise de décision multilatérale et consensuelle à l'OMC en faveur d'une participation accrue des entreprises et d'un affaiblissement du pouvoir limité des pays en développement.

Lorsque l'OMC a été fondée en 1995, les pays en développement n'auraient jamais accepté de permettre sa formation sans des flexibilités et des promesses de remédier à un grand nombre de ses règles néfastes qui favorisaient manifestement les pays riches et leurs entreprises au détriment du développement. Ces flexibilités sont appelées traitement spécial et différencié (TSD) à l'OMC. Dès les premières années, il est devenu évident que les flexibilités étaient inadéquates et que les promesses n'étaient pas tenues. Après la résistance des pays en développement à un élargissement de l'OMC à Seattle en 1999, les membres ont convenu à Doha en 2021 d'inclure un programme de développement pour remédier à ces inégalités et renforcer et rendre opérationnel le TSD.

Même ce programme de "développement" de Doha était un compromis. Mais il offrait aux pays en développement la possibilité d'affaiblir les règles de l'OMC qui limitent leur capacité à mettre en place une production manufacturière ou agricole nationale, et à réglementer et soutenir les services locaux. Depuis plus de 20 ans, les États-Unis et l'Union européenne ont bloqué la conclusion de ces demandes de réforme, et refusent même aujourd'hui de reconnaître l'agenda.

Dans le même temps, les grandes entreprises se sont plaintes que les règles de l'OMC sur le consensus et le TSD ont bloqué le développement par l'OMC de disciplines sur la réglementation de l'investissement dans l'intérêt public et les nouveaux services et secteurs numériques, entre autres. Elles ont tenté d'affiner les processus de l'OMC avec un accord sur le commerce des services, mais sans succès. Lors de la dernière conférence ministérielle, un groupe de pays hyper néolibéraux ont lancé des "initiatives de déclaration conjointe", puis ont entrepris de négocier entre eux de nouveaux accords plurilatéraux qu'ils prévoient de mondialiser par le biais de l'OMC. Les pays en développement qui se laissent convaincre de participer n'ont aucune influence dans ce processus. Le premier accord, qui vise à menotter la réglementation d'intérêt public des services, a pour but de créer un précédent pour de nombreux autres à venir.

D'autres parties de l'OMC ont été délibérément sapées, à commencer par le système de règlement des différends, paralysé par les États-Unis.

Dans ce scénario, les pays riches ont créé de nouvelles demandes de "réforme de l'OMC". Leur intention était de légitimer les méthodes non consensuelles et non multilatérales de conclusion d'accords au sein de l'organisation afin d'éroder la possibilité pour les pays en développement de résister à son expansion. Cette autrice a précédemment soutenu que [la "réforme" de l'OMC était le résultat potentiel le plus dangereux, et encore inconnu, de la CM12](https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/why-whats-going-on-right-now-at-the-wto-matters). Les pays en développement, y compris l'ensemble du Groupe africain, ainsi que [l'Inde, le Pakistan et d'autres, ont tenté d'inclure des sauvegardes](https://www.twn.my/title2/wto.info/2022/ti220621.htm) dans le paragraphe 3, en insistant au moins pour que les travaux soient menés sous les auspices du Conseil général. Dans le même temps, les pays riches ont cherché à légitimer l'influence officielle des entreprises au sein de l'OMC en créant des canaux officiels pour les "parties prenantes".

Au final, les membres ont accepté de lancer un nouveau processus de réforme de l'OMC. Le mandat n'abolit pas le consensus et le multilatéralisme en soi, mais il ne comprend pas suffisamment de garanties exigées par les pays en développement pour éviter l'érosion de ces principes fondamentaux.

Et l'accord stipule que les travaux doivent "porter sur les questions de tous les Membres, y compris les questions de développement". Mais de nombreux pays riches apposent le label "développement" sur tous les programmes de libéralisation qu'ils proposent. Le mandat de "réforme de l'OMC" n'intègre pas le programme de développement et se contente de demander aux fonctionnaires de continuer à travailler sur ce programme et de "rendre compte des progrès accomplis" (plutôt que de le conclure) d'ici la prochaine conférence ministérielle, la CM13.

C'est une perte énorme pour les pays en développement, qui trouveront le scénario de négociation encore plus difficile dans le cadre de ce nouveau mandat.

**Conclusion**

Tout au long de la conférence ministérielle, les pays développés se sont efforcés de créer un narratif médiatique pour faire porter la responsabilité de l'absence de consensus par les pays en développement, en particulier l'Inde. Mais en réalité, comme le soulignait un titre, c'est l'UE qui était en cause, "[les positions du Royaume-Uni, de la Suisse et des États-Unis étant susceptibles de faire échouer les négociations de l'OMC](https://www.twn.my/title2/wto.info/2022/ti220619.htm)".

Après que la réunion ministérielle ait été prolongée d'un jour, [les militants ont dramatisé le "jeu des reproches](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-16_R_protest)" en demandant : "Qui a bloqué une véritable dérogation ADPIC ? Qui bloque les protections des pêcheurs ? Qui a bloqué la VRAIE sécurité alimentaire ? Qui a bloqué la transformation de l'OMC ? L'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suisse ! Donnez-leur le prix du blâme !" et en remettant un prix que ces pays ont fait mine d’apprécier. Une autre [déclaration d'OSC a exhorté les pays en développement à rester fermes](https://www.ourworldisnotforsale.net/2022-06-15_R_blame) face aux reproches injustes.

La principale victoire de l'OMC à l'issue de la 12e Conférence ministérielle est l'avalanche de reportages des médias dominés par les entreprises, vantant la pertinence renouvelée de l'OMC et louant les résultats de l'intimidation de la DG et de l'obstruction des pays riches en faveur de résultats favorables à l'humain et au développement.

Ne croyez pas ce battage médiatique. Il ne s'agissait pas de multilatéralisme - des pays travaillant ensemble pour résoudre des problèmes communs. Les résultats sont le fruit de [l'extrême partialité de la DG en faveur des pays développés](https://www.twn.my/title2/wto.info/2022/ti220615.htm) et de l'intimidation des pays riches et de la DG à l'égard des pays en développement et de leurs programmes. La conclusion ouvre la porte à une "réforme de l'OMC" par le biais de processus encore plus biaisés à l'avenir, que ce soit par des "salles vertes" secrètes et non démocratiques qui excluent la grande majorité des pays, par un environnement sous pression pour accepter tout ce qui est sur la table, ou par des groupes dissidents de pays développés lançant des négociations sur leur liste de souhaits et laissant de côté les priorités de développement.

Malheureusement, le résultat sur les vaccins ne sauvera probablement pas une seule vie du Covid, et les résultats sur l'agriculture n'aborderont pas les problèmes fondamentaux à l'origine de l'insécurité alimentaire. Sur chacune des questions - flexibilités par rapport aux règles néfastes de l'OMC sur la propriété intellectuelle et l'agriculture - les pays en développement n'ont pas obtenu leur principal résultat, et se sont retrouvés à essayer d'atténuer les dommages causés par les demandes des pays développés d'étendre la liberté d'action des grandes entreprises technologiques et des gros poissons. L'OMC n'a pas réussi à fournir ce dont le monde avait besoin dans tous les domaines.

Il est maintenant question de fixer la prochaine conférence ministérielle, la CM13, à la date accélérée de mars 2023. Les Émirats arabes unis [ont proposé de l'accueillir à Abu Dhabi.](https://www.zawya.com/en/business/uae-supports-multilateral-trade-to-help-wto-deliver-positive-meaningful-change-cvxjznbr)

La lutte pour transformer le système commercial actuel en un système au service des personnes et de la planète a été mise en échec à Genève. Dans l'après-coup, la société civile doit se regrouper et renforcer ses ressources pour continuer à résister à l'expansion de l'OMC en faveur des entreprises, notamment en élargissant la portée et la participation d'un plus grand nombre de communautés touchées. Au Nord et au Sud, les défenseurs de l'intérêt public doivent accélérer les appels en faveur d'un nouveau système de règles, tel que décrit dans le document [Revirement : de nouvelles règles commerciales multilatérales pour une prospérité partagée, centrée sur les personnes et un développement durable](https://www.ourworldisnotforsale.net/2021_WTO-Turnaround_FR), afin de fournir de la nourriture, des emplois, un accès aux médicaments et un développement durable.

La solidarité entre pays en développement sera encore plus cruciale à l'avenir. Ceux-ci ont des intérêts, des tailles et une influence variés - comme cela a toujours été le cas - mais il est clair que les pays riches diviseront et conquerront si les pays en développement ne s'engagent pas dans un front uni.

Le monde a certainement besoin d'un [nouveau Bretton Woods sur le commerce](https://www.bu.edu/gdp/2022/01/18/the-case-for-a-new-bretton-woods/). Mais nous ne pouvons pas y arriver sans arrêter d'abord l'expansion de la mondialisation des entreprises au sein de l'OMC.